

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine  
BP 50520  
83000 Toulon  
ut-83.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr

Toulon, le 03/02/2026

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/01/2026

### **Contexte et constats**

publié sur **GÉORISQUES**  
**SNC LIDL**  
ZAC des Bréguières  
83460 Les Arcs

Références : D-UD83-2026-0031

Code AIOT : 0006409965

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement SNC LIDL implanté ZAC des Bréguières 83460 Les Arcs.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNC LIDL
- ZAC des Bréguières 83460 Les Arcs
- Code AIOT : 0006409965 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La plateforme LIDL Lot D est implantée ZAC des Bréguières sur la commune des Arcs sur Argens et composée de 11 cellules d'une surface globale de plus de 60 000 m<sup>2</sup>.

L'arrêté préfectoral du 29/10/2021 encadre l'exploitation de cette plateforme soumise à autorisation au titre des rubriques 1510 ( volume de 980 000 m<sup>3</sup> ) et 1450 (2 tonnes de solides inflammables) de la nomenclature des ICPE.

**Thèmes de l'inspection :** Risque toxique

## 2) Constats :

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-------------------|-------------------------|--|-----------------------|
| 6  | ATEX et autonomie | Arrêté Ministériel du   | Demande d'action   | 7 Jours               |

|  |            |                        |            |  |
|--|------------|------------------------|------------|--|
|  | électrique | 16/07/1997, article 46 | corrective |  |
|--|------------|------------------------|------------|--|

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle               | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|---------------------------------|--|-------------------|
| 1  | Etat des stocks                 | Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 7  |                   |
| 2  | Formation                       | Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 10 |                   |
| 3  | Transmission alarme             | Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 23 |                   |
| 4  | Supervision et arrêts d'urgence | Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39 |                   |
| 5  | Détecteurs                      | Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42 |                   |
| 7  | Capacité                        | Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 50 |                   |
| 8  | Vannes de sécurité              | Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 51 |                   |
| 9  | Moyens intervention             | Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 53 |                   |
| 10 | Contrôle d'étanchéité           | Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 56 |                   |

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :**

Cette inspection a été programmée dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance intégrant une nouvelle étude des dangers pour le risque lié à l'utilisation d'ammoniac pour la production de froid dédié aux cellules de stockage tempérées, réfrigérées ou surgelées.

Certains points sont à préciser et sont repris dans la demande de compléments transmise avec le présent rapport.

De plus, comme spécifié au point de contrôle n°6, il convient que l'exploitant implante le panneau ATEX du site selon les préconisations de son DRPCE dans un délai de 1 semaine.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etat des stocks

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 7

**Thème(s) :** Risques accidentels      Etat des stocks

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la quantité d'ammoniac présente dans l'installation, le cas échéant stockée en réserve ainsi que les compléments de charge effectués. Cet état doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant présente l'état des stocks de NH3 (ammoniac) le jour de l'inspection qui est de 1100 kg, seuil défini dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29/10/2021.

Les volumes présents sont affichés sur les portes du local « salle des machines » pour le NH3 et pour le CO2.

Pour rappel, l'exploitant sollicite dans son porter à connaissance en cours d'instruction une augmentation du volume de NH3 pour atteindre 2200 kg.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

### N° 2 : Formation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels      Formation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux dangers de l'ammoniac et aux spécificités des installations le mettant en œuvre.

**Constats :**

Le personnel habilité à intervenir sur les équipements est le sous-traitant MONDIAL FRIGO.

Le personnel du service MHSE (Maintenance Hygiène Sécurité Environnement) a été formé par l'organisme de formation : AF consulting.

Les attestations de formation ont été présentées.

Cette formation a eu lieu sur 2 journées lors de 2 sessions : 01 et 02/07/2025 ou 13 et 14/11/2025 (pour 1 agent n'ayant pas pu suivre la 1ère session).

Elle était axée sur l'installation froid : Mise en place de l'ARI (appareil de respiration individuel) et des EPI (équipements de protection individuels), le risque légionelles, l'installation frigorifique, les risques liés au CO2 et au NH3.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Transmission alarme

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 23

**Thème(s) :** Risques accidentels      Transmission alarme

**Prescription contrôlée :**

Un gardiennage est assuré en permanence ou un système de transmission d'alarme à distance est mis en place de manière qu'un responsable techniquement compétent puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en toute circonstance.

**Constats :**

L'ensemble des modalités d'astreinte (contacts, consignes d'intervention) est formalisé dans une procédure interne d'appel/astreinte, procédure transmise par l'exploitant nommée « procédure fuite NH3 » datée du 23/09/2025.

En cas d'alarme de détection de NH3 de niveau 1 ou 2 ou de remontée de défaillances de priorité 1, un expert frigoriste intervient sous 3h. Le contrat indiquant l'intervention sous 3h, 24h/24 7jours/7 par un expert frigoriste est spécifié dans le contrat final entre LIDL et MONDIAL FRIGO du 20/08/2025 qui a été présenté.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

### N° 4 : Supervision et arrêts d'urgence

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39

**Thème(s) :** Risques accidentels      Supervision et arrêts d'urgence

**Prescription contrôlée :**

Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.

L'exploitant détermine la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants, pour la sécurité des installations, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire ou en situation accidentelle. Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme.

Des dispositions sont prises pour permettre, en toute circonstance, un arrêt d'urgence et la mise en sécurité électrique des installations.

**Constats :**

Le dispositif de conduite des installations est équipé d'un système de supervision, permettant au personnel concerné d'être immédiatement informé de toute dérive des paramètres de fonctionnement. L'inspection a constaté que des écrans de supervision sont présents dans le local électrique à côté de la salle des machines, ainsi que dans le service MHSE.

Des reports plus succincts visant uniquement le suivi dans les cellules de stockages frigorifiques, associés à des alarmes visuelles et sonores, sont présents au niveau des quais d'expédition et de réception de la cellule de stockage 4.

Les équipements et paramètres essentiels pour la sécurité des installations, en fonctionnement normal,

transitoire ou accidentel, sont définis et suivis en continu. Ces paramètres sont pourvus d'alarmes classées par priorité (PRIO 1 concernant la sécurité, température et la détection et PRIO 2 pour les dérives sans risque par exemple sur les évaporateurs en chambre froide).

Le plan avec les arrêts d'urgence a été présentée en séance. Sur le terrain il a été constaté que les arrêts d'urgence sont présents en salle des machines :

- au niveau de la porte principale en intérieur et en extérieur;
- au niveau de la porte donnant sur la zone pool palettes /bennes en intérieur et en extérieur;
- au niveau du sas technique dédié aux EPI et de la douche de sécurité attenant à la salle des machines.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 5 : Détecteurs

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42

**Thème(s) :** Risques accidentels      Détecteurs

### **Prescription contrôlée :**

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable.

L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées.

L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants :

- le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;
- le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil).

Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an.

Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.

Les systèmes de détection et de ventilation placés dans la salle des machines sont conformes aux normes en vigueur.

Des dispositifs complémentaires visibles de jour comme de nuit, doivent indiquer la direction du vent.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite du déclenchement d'une alarme ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations et analyse

de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

**Constats :**

Une étude préalable des détecteurs NH3 et CO2 a été réalisée par MONDIAL FRIGO via le rapport 2606 en date du 05/10/2022.

Cette étude définit l'implantation de capteurs dans chacune des zones spécifiques :

- capteur en point haut de la salle des machines (SDM);
- capteur en point haut du confinement;
- capteur près de chaque récipient à charge accumulatrice.

La liste des détecteurs et un plan de localisation des détecteurs ont été présentés en séance. Les détecteurs ont ensuite été vus sur le terrain :

- 3 en SDM : au niveau du spray-chiller, au niveau du compresseur, au niveau du réservoir MP;
  - 6 en toiture : 4 extracteurs avec édicules (constatés le 2 et 4), 1 au collecteur de la soupape des condenseurs, 1 collecteur de la soupape des thermofrigopompes.
- 3 centrales de détection sont associées : 1 en NH3/ CO2 en SDM, 1 centrale CO2 distribution et 1 centrale CO2 plénum.

Les 2 seuils de détection sont définis à 500 ppm et 950 ppm :

- 1<sup>er</sup> seuil : 500 ppm : génère l'alarme du local remontée d'alarme supervision et télésurveillance (rattaché à l'anti-intrusion)
- 2<sup>ème</sup> seuil : 950 ppm : génère l'alarme du local remontée d'alarme supervision et télésurveillance (rattaché à l'anti-intrusion) ainsi que la mise en marche de l'extraction et la mise en sécurité électrique pour éviter le risque d'explosion.

Une manche à air est présente sur les équipements en toiture, et est éclairée via un spot. L'exploitant n'a pas pu confirmer comment est alimenté le spot et son maintien en fonctionnement en cas de mise en sécurité électrique.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit apporter les justificatifs permettant de savoir si cet éclairage de toiture est alimenté sur l'armoire électrique secourue ou s'il est autonome.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 6 : ATEX et autonomie électrique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 46

**Thème(s) :** Risques accidentels      ATEX et autonomie électrique

### Prescription contrôlée :

Le matériel électrique utilisé doit être approprié aux risques inhérents aux activités exercées. Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique. Les courants de circulation et la foudre. Si l'installation ou l'appareillage conditionnant la sécurité ne peuvent être mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale, l'exploitant s'assurera de la disponibilité de l'alimentation électrique de secours et cela particulièrement à la suite de conditions météorologiques extrêmes (foudre, températures extrêmes, etc.).

Les installations électriques ainsi que les mises à la terre des appareils doivent être réalisées par des personnes compétentes, avec du matériel normalisé et conformément aux normes applicables.

Dans les zones définies sous la responsabilité de l'exploitant où peuvent apparaître des atmosphères explosives de façon accidentelle, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation.

### Constats :

La salle des machines (SDM) est alimentée par 3 armoires : 2 pour le pilotage de la SDM (coupé en cas d'arrêt d'urgence) et 1 pour la sécurité (extraction et ATEX et supervision) avec un onduleur associé.

Les onduleurs implantés dans le local électrique présentaient une charge à 100 % pour une autonomie de 780 minutes soit 13 heures.

En cas de durée plus importante, le site dispose d'un groupe électrogène permettant d'assurer une alimentation de 48h.

Un document relatif à la protection contre les explosions dit DRPCE a été réalisé pour établir notamment les zones ATEX du site, par le BE SOCOTEC (2003EL7P1000050) du 17/04/2020. Des zones ATEX de niveau 2 ont été définies à l'intérieur de la SDM et au niveau des condenseurs en toiture.

Un nouveau DRPCE a été établi par le bureau d'étude HSE Expert (L-2025-17-V0) en date du 22/10/2025. Celui-ci n'est pas totalement finalisé car des éléments complémentaires sont attendus de la part de l'exploitant.

Il a été constaté l'absence de panneau ATEX au niveau des entrées de la SDM.

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit implanter les panneaux ATEX sur la SDM (salle des machines) et plus globalement sur les autres zones ATEX de l'entrepôt.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 7 Jours



## N° 7 : Capacité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 50

**Thème(s) :** Risques accidentels      Capacité

**Prescription contrôlée :**

Les capacités accumulatrices (réservoirs basse pression, moyenne pression, haute pression) doivent posséder un indicateur de niveau permettant d'en contrôler le contenu.

**Constats :**

Les indicateurs de niveaux sont présents sur le réservoir Moyenne Pression (MP) et sur le spray-chiller en SDM.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 8 : Vannes de sécurité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 51

**Thème(s) :** Risques accidentels      Vannes de sécurité

**Prescription contrôlée :**

Toute portion d'installation contenant de l'ammoniac liquide sous pression susceptible d'entraîner des conséquences notables pour l'environnement doit pouvoir être isolée par une ou des vannes de sectionnement manuelles située(s) au plus près de la paroi du réservoir. Ce dispositif devra être, si nécessaire complété par une vanne de sectionnement automatique à sécurité positive qui devra notamment se fermer en cas d'arrêt d'urgence ou de détection d'ammoniac au deuxième seuil défini à l'article 42.

Les canalisations doivent être les plus courtes possibles et de diamètres les plus réduits possibles, cela visant à limiter au maximum les débits d'émission d'ammoniac à l'atmosphère. De plus, elles doivent être efficacement protégées contre les chocs et la corrosion.

**Constats :**

Les vannes de sécurité (à sécurité positive) sont associées à 2 compresseurs permettant de les maintenir ouvertes. Ces compresseurs sont mis à l'arrêt dès détection de NH3 à 950 ppm.  
Ces vannes ont été vues sur le spray chiller.

**Dans le cadre de l'analyse des différents volumes d'inventaire dégazés en cas d'incident il convient de présenter un plan de localisation de ces différentes vannes de sécurité.**

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 9 : Moyens d'intervention

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 53

**Thème(s) :** Risques accidentels      Moyens intervention

### Prescription contrôlée :

En dehors des moyens appropriés de lutte contre l'incendie, l'exploitant doit mettre à la disposition du personnel travaillant dans l'installation frigorifique :

- des appareils de protection respiratoire en nombre suffisant (au minimum deux) adaptés aux risques présentés par l'ammoniac ;
- des gants, en nombre suffisant, qui ne devront pas être détériorés par le froid, appropriés au risque et au milieu ambiant ;
- des vêtements et masques de protection adaptés aux risques présentés par l'ammoniac qui doivent être conservés à proximité des dépôts et ateliers d'utilisation ;
- des brancards pour évacuer d'éventuels blessés ou intoxiqués.

L'ensemble de ces équipements de protection doit être suffisamment éloigné des réservoirs, accessible en toute circonstance et situé à proximité des postes de travail.

Ces matériels doivent être entretenus en bon état, vérifiés périodiquement et rangés à proximité d'un point d'eau et à l'abri des intempéries.

L'établissement dispose en permanence d'une réserve d'eau et de l'appareillage approprié (douches, douches oculaires, etc.) permettant l'arrosage du personnel atteint par des projections d'ammoniac. Ce poste est maintenu en bon état de fonctionnement et régulièrement vérifié.

### Constats :

Les différents équipements sont présents dans un sas technique situés en dehors de la salle des machines.

Ce sas est équipé d'une douche oculaire testée le jour de l'inspection, et d'une douche.

Les équipements présents dans l'armoire sont :

- 2 scaphandres
- 2 ARI
- 2 bouteilles d'oxygène
- 3 masques avec 6 cartouches pour masque
- 3 combinaisons
- 3 paires de bottes
- 3 paires de gants
- 1 brancard

En cas de détection de fuite, il est prévu une intervention (en binôme) du service MHSE avant l'arrivée du Frigoriste pour effectuer une levée de doute.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 10 : Contrôle d'étanchéité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 56

**Thème(s) :** Risques accidentels      Contrôle d'étanchéité

**Prescription contrôlée :**

Un contrôle d'étanchéité doit être effectué avant remplissage de l'installation et à l'issue de chaque intervention affectant le circuit emprunté par le fluide frigorigène.

**Constats :**

L'installation a fait l'objet de contrôles par MONDIAL FRIGO le 28/01/2025 concernant la vérification visuelle de l'ensemble des soudures et brasures avant leur calorifugeage, l'épreuve à l'azote des différents circuits NH3 et CO2 pour la tenue en pression.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**